



N° 90 Janvier - Januari 2015

## DOSSIER : LA LIBERTÉ DE PRESSE

Dimanche dernier, 11 janvier, j'ai participé, avec quelques confrères, à la manifestation à Bruxelles, qui faisait suite aux terribles massacres à Paris, où l'équipe du magazine *Charlie Hebdo* fut durement touchée. Le slogan porté en tête de la manifestation à Bruxelles était : **Contre la haine et pour la liberté d'expression**. Mais le slogan que presque tout le monde arborait était : **Je suis Charlie** ou une variante. Ce rassemblement fut organisé par 'un rassemblement citoyen' "parce que la liberté d'expression et la liberté de presse doivent être défendues, et parce que nous n'acceptons pas le fanatisme et la violence, parce que nous voulons vivre ensemble, à Bruxelles et en Europe, quelque soit notre philosophie ou religion, quelque soit notre couleur de peau". Nous y étions, parce que ce qui s'était passé à Paris est inacceptable et parce que comme chrétiens nous sommes contre toute forme de terrorisme et contre toute utilisation de violence. Mais, malgré notre indignation et notre profonde compassion pour les victimes et leurs familles, aucun de nous n'avait arboré : Je suis Charlie.

### Principes fondamentaux

La liberté d'opinion et d'expression et donc la liberté de la presse sont des principes fondamentaux de toute démocratie. Ces principes sont vitaux pour la dignité humaine et pour tout progrès social. La **Déclaration universelle des droits de l'homme** de 1948, proclamée au lendemain de la Deuxième Guerre Mondiale, dit : « Tout individu a droit à la liberté d'opinion et d'expression, ce qui implique le droit de ne pas être inquiété pour ses opinions, et celui de chercher, de recevoir et de répandre, sans considérations de frontières, les informations et les idées par quelque moyen d'expression que ce soit » (art. 19). A l'occasion de la dernière Journée mondiale de la liberté de la presse, **Ban Ki-Moon**, secrétaire général des Nations Unies, écrivait : "Ce n'est que lorsque les journalistes sont libres de surveiller, d'enquêter et de critiquer les politiques et les actions, qu'une bonne gouvernance peut exister."

Parlons clair : il ne s'agit nullement de sous-estimer ni de brimer le moins du monde l'importance d'une presse libre pour combattre toute forme d'obscurantisme, d'une presse libre au service de l'éducation et de l'émancipation de tous et de toutes. Au contraire. Mais le problème n'est pas là.

### Ces libertés sont-elles absolues ?

Une question fondamentale se pose : s'agit-il là de droits absolus, de vérités absolues, en d'autres mots sans limites ? Nous vient immédiatement à l'esprit cette maxime lancée au XIXème siècle, « **la liberté des uns s'arrête là où commence celle des autres** ».

### Un constat : les énormes divergences d'interprétation

Notons d'abord les énormes divergences d'interprétation même dans le monde occidental. Des magazines du genre *Charlie Hebdo* n'existent pas aux Etats-Unis. Aux Etats-Unis la satire religieuse est taboue. Les journaux y ont largement commenté les attentats de Paris, mais tous se sont refusés à publier les dessins controversés. Les journaux y sont bien trop attentifs à ne pas offenser les sensibilités religieuses... Et c'est peut-être même la raison principale pour laquelle le président Obama n'était pas présent parmi les chefs d'Etat à Paris...

### **Nos lois prévoient plusieurs limites**

La Constitution belge prévoit explicitement le respect **d'autres libertés**, comme par exemple le droit au respect de la vie privée. Le respect et la garantie du droit à la vie privée, entraîne inévitablement une limitation de la liberté d'expression. En plus, nos lois interdisent et punissent toute incitation à la haine ou à la violence, elles interdisent l'insulte publique. Des propos discriminatoires ou négationnistes sont également interdits.

Voir en annexe un résumé de la question en néerlandais (Annexe I)

### **Responsabilité sociale et morale au-delà des lois**

La **Déclaration universelle des droits de l'homme**, déjà citée, déclare au sujet de l'éducation : "L'éducation doit viser au plein épanouissement de la personnalité humaine et au renforcement du respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales. Elle doit favoriser la compréhension, la tolérance et l'amitié entre toutes les nations et tous les groupes raciaux ou religieux, ainsi que le développement des activités des Nations Unies pour le maintien de la paix" (art. 26,2).

La liberté d'expression se doit alors d'être au service du bien de tous, au service du respect des différences et des convictions. Tout en défendant et exposant nos propres convictions, nous devons être attentifs à ce qui blesse, stigmatise, rejette l'autre. Si notre façon de dire la vérité blesse l'autre ou le révolte, à quoi cela sert-il ? Allons-nous de cette manière améliorer notre 'vivre ensemble' ?

Les journalistes ont une lourde responsabilité sociale et morale. Les journalistes sont responsables du droit de leur public à être informé. A ce propos, Hans Jonas, philosophe allemand, auteur d'une éthique pour l'âge technologique, ajoute "*que la véritable responsabilité n'est autre que celle qu'on exerce à l'endroit de quelqu'un ou quelque chose de fragile, qui nous serait confié.*"<sup>1</sup>

Il existe plusieurs codes contenant les principes déontologiques du journalisme. Voici un extrait du **Code de déontologie journalistique**, adopté par le *Conseil de déontologie journalistique* de la Belgique le 16 octobre 2013 :

"Les journalistes sont particulièrement attentifs aux droits des personnes peu familiarisées avec les médias et des personnes en situation fragile comme les mineurs ou les victimes de violence, d'accidents, d'attentats, etc ainsi que leurs proches" (art. 27).

Comment apprécier, à la lumière de cet article, les caricatures du prophète Mohammed? De quel droit ne prenons-nous pas au sérieux l'argument du ministre des affaires étrangères du Maroc, déclarant qu'il ne pouvait pas participer à la manifestation à Paris à cause de la "*présence de caricatures blasphématoires du Prophète*" ? Ou la réflexion d'un jeune musulman sur la place de la République : "*Le slogan 'Je suis Charlie' n'était pas apprécié par beaucoup de musulmans, il nous a refroidis, nous ne nous y reconnaissons pas. C'est quoi ce slogan, et c'est quoi ce journal ? Vous croyez qu'on l'appréciait, nous? Il nous injurait. Pire, il nous blessait. Pourquoi ils ne pouvaient pas nous respecter ces journalistes? Pourquoi ne comprennent-ils pas que nous aimons le Prophète et qu'il est sacré pour nous? Auraient-ils apprécié que je*

---

<sup>1</sup> Voici un avis contraire : "Nul n'a le droit de refuser d'être outragé. Soutenir le contraire est une forme de paternalisme". Patrice Dartevelle, président de la *Ligue pour l'abolition des lois réprimant le blasphème et le droit de s'exprimer librement (LABEL)* dans La Libre Belgique du 13/01/2015.

*me moque de leur mère, de leurs sœurs? C'est la même chose. Si je suis ici aujourd'hui, c'est pour dire qu'ils ne devaient pas mourir, que le crime est injustifiable, mais c'est aussi pour défendre la liberté d'expression, en réfléchissant sur ce que l'on met derrière ce terme, car il ne peut pas tout justifier."*<sup>2</sup>

Voir aussi l'interview d'Arzu Morali en néerlandais, sous Annexe II.

### **Quand cela tourne à l'acharnement...**

Quand cela tourne à l'acharnement, une ligne rouge est dépassée. Les survivants de la rédaction de *Charlie Hebdo*, en mettant une fois de plus une caricature de Mohammed sur la couverture de cinq millions d'exemplaires (contre 60.000 d'ordinaire), ont sciemment blessés des millions de musulmans à travers le monde. Pour moi, comme chrétien, comme humaniste, comme démocrate et non-violent, c'est tout simplement inacceptable et totalement irresponsable.

"Cette édition entraînera une nouvelle vague de haine {...} Ce que le magazine fait ne sert pas la coexistence" déclarait à juste titre Dar Al-Ifta, instance représentant l'Islam auprès des autorités égyptiennes.

Lire, en néerlandais, le commentaire de Tomas Halik (Anexe III) et celui de Vincent Kemme (Annexe IV)

### **Les réactions ne se sont pas fait attendre...**

J'avais à peine rédigé ce qui précède, que, le soir même, la télévision montrait des images de la réaction des populations musulmanes. Dimanche 18 janvier des milliers de personnes ont manifesté au Pakistan contre la publication d'une nouvelle caricature de Mahomet par Charlie Hebdo, certains brûlant des drapeaux français et des effigies du président français, ainsi que des dessinateurs du magazine incriminé. Dans les capitales de la Mauritanie et du Sénégal des drapeaux français ont été brûlés sous les applaudissements d'une foule en liesse. Plusieurs milliers de personnes ont manifesté au Mali. A Alger, vendredi soir 16 janvier, les slogans étaient "*Nous sommes tous des Mahomet*" ou "*Je suis Kouachi*". Réactions semblables à Istanbul, Amman, Khartoum... Au Niger, dont le président Mahamadou Issoufou avait marché avec les chefs d'Etat à Paris, les réactions furent particulièrement violentes: cinq morts, une vingtaine d'églises et de temples ont été brûlés sur tout le territoire, des débits de boisson saccagés, des véhicules incendiés. Nos confrères de Zinder ont dû s'enfuir et ont trouvé refuge dans un camp militaire qui abrite aussi trois cents familles chrétiennes.

### **A la lumière de Royaume de Dieu...**

Comme chrétiens, nous rêvons d'un monde fraternel universel, le Royaume de Dieu. Dans cette perspective, nous ne parlons plus de constitutions ni de lois, nous n'imposons plus de limites ni d'exceptions: nous parlons d'amour universel, tous et toutes enfants du même Père, qu'il s'appelle Père-Fils-Saint-Esprit, Yahvé ou Allah...

Dans l'avion qui le transportait de Sri Lanka aux Philippines, le pape François, le 15 janvier dernier, a donné une interview aux journalistes qui l'accompagnaient. Il a insisté sur la fait qu'aucune violence ne pouvait être exercée sur qui que ce soit au nom de Dieu. Il a aussi répondu aux questions des journalistes. Après avoir réaffirmé que la liberté religieuse et la liberté d'expression sont toutes les deux des droits fondamentaux, il a explicité sa conviction profonde : « On ne peut pas provoquer, on ne peut insulter la foi des autres, on ne peut pas se moquer de la foi. »

---

<sup>2</sup> Reportage de Bosco d'Otreppe, in *La Libre Belgique* du 12 janvier 2015

## ANNEXE I

### Wat betekent het recht op "vrije meningsuiting"?

Hier in België mag je zeggen en schrijven wat je wil. Je mag bovendien proberen om anderen van jouw ideeën te overtuigen. Dat je vrij bent om te zeggen wat je wil, staat in de Universele Verklaring van de Rechten van de Mens, in de Belgische grondwet en in het internationaal recht.

We vinden het recht op vrije meningsuiting bijvoorbeeld terug in het VN-Verdrag inzake Burgerlijke en Politieke Rechten (artikel 19):

1. *Iedereen heeft het recht zonder inmenging een mening te koesteren.*
2. *Iedereen heeft het recht op vrijheid van meningsuiting; dit recht omvat mede de vrijheid inlichtingen en denkbeelden van welke aard ook te garen, te ontvangen en door te geven, ongeacht grenzen, hetzij mondeling, hetzij in geschreven of gedrukte vorm, in de vorm van kunst, of met behulp van andere media naar zijn keuze.*
3. *Aan de uitoefening van de in het tweede lid van dit artikel bedoelde rechten zijn bijzondere plichten en verantwoordelijkheden verbonden. Deze kan derhalve aan bepaalde beperkingen worden gebonden, doch alleen beperkingen die bij de wet worden voorzien en nodig zijn:*
  - a. *in het belang van de rechten of de goede naam van anderen;*
  - b. *in het belang van de nationale veiligheid of ter bescherming van de openbare orde, de volksgezondheid of de goede zeden.*

### Beperkingen

Het Europees Hof voor de Rechten van de Mens heeft er al vaak op gewezen dat de vrijheid van meningsuiting niet alleen geldt voor uitspraken waarin iedereen zich kan terugvinden. Deze vrijheid geldt ook voor uitspraken die een land of een deel van de bevolking kwetsen, choqueren of verontrusten. Zulke uitspraken zijn dus op zich niet strafbaar.

Maar aan het recht op vrijheid van meningsuiting zijn wel degelijk grenzen verbonden en is aldus niet absoluut. Zo mag in bepaalde gevallen het recht op vrijheid van meningsuiting beperkt worden om de nationale veiligheid, de bescherming van de goede zeden en de bescherming van de goede naam en rechten van anderen te waarborgen. Aan zulke inperkingen worden wel strikte eisen gesteld.

Uitspraken die aanzetten tot haat (*hate speech*) of discriminerende uitspraken kunnen ook niet door de beugel. De lijn tussen wat wel en wat niet kan is soms dun en niet iedereen is het altijd eens over die grens.

Website Amnesty International

## ANNEXE II

**Interview** de MO\* met **Arzu Morali**, mede-oprichtster van de Britse Islamitische Mensenrechten commissie.

**Vrijheid van meningsuiting is nu natuurlijk meer dan ooit universeel een zeer emotioneel en gekoesterd recht. Zal het debat niet beperkt blijven tot het koste wat kost bewaken van dat recht?**

**Arzu Merali :** "Ook vrije meningsuiting kent zijn grenzen. Het mag, volgens de Mensenrechtenverklaring, respect voor de ander niet in het gedrang brengen.

Het mag ook geen dooddoener zijn voor bredere discussies over tolerantie, zoals het dat al jaar en dag is. Onder het mom van vrije meningsuiting is het mogelijk om dag op dag, jaar naar jaar, decennia lang minderheden te

beledigen. Honderd jaar geleden werden joodse gemeenschappen beschimpt en beledigd. Dat dit niet tot tolerantie leidt en dat het onschuldig is, heeft de geschiedenis getoond. Wanneer joden, na het drama van de Holocaust en de eeuwen antisemitisme, nu reageren op aanhoudende beledigingen, krijgen ze te horen dat ze geen humor hebben of het recht van vrije meningsuiting niet respecteren. Diezelfde reactie krijgen ook de moslimgemeenschappen en andere minderheden.

Er is iets mis als vrije meningsuiting een exclusief instrument wordt en het gebruikt wordt om minderheden te doen zwijgen. Het moet een instrument zijn dat voor iedereen betekenisvol is."

## ANNEXE III

### **TOMAS HALIK, WINNAAR TEMPLETONPRIJS, IS GEEN 'CHARLIE'**

"De verdediging van de persvrijheid en de vrije meningsuiting is kostbaar en belangrijk, maar de gretigheid waarmee mensen zich achter 'Je suis Charlie' scharen getuigt van een gebrek aan kritische zin". Dat schrijft de Tjechische intellectueel en winnaar van de Templetonprijs 2014 voor de vooruitgang in religie, Tomas Halik (65). In een opiniebijdrage in het dagblad 'Lidove novuiny' schrijft hij dat hij de sticker 'Je suis Charlie' niet zou dragen.

"Ondanks mijn grote solidariteit voor al diegenen die elke uitdrukking van geweld en onverdraagzaamheid veroordelen, zou ik de ongelukkige slachtoffers van de redactie van het satirische tijdschrift niet als helden of symbolen van onze cultuur vieren." De katholieke intellectueel bekritiseert de Franse president Hollande die de redacteurs van 'Charlie Hebdo' als 'onze helden' omschreef. Daardoor gaf hij ook impliciet zijn steun aan de politieke cultuur die zij vertegenwoordigen. "De karikaturen die ik van dit satirisch tijdschrift heb gezien, doen mij heel sterk denken aan de minachtende afbeelding van joden in de antisemitische pers. De cartoons zijn niet enkel beledigend voor de islam en het christendom, maar zij zijn ook een belediging voor de basiswaarden van onze cultuur, waarvan het respect voor anderen een fundament is."

De Tsjechische socioloog en godsdienstfilosoof Halik beklemtoont uitdrukkelijk dat hij alle respect heeft voor de slachtoffers en hun naasten. "Maar desondanks zal ik geen sticker 'Ik ben Charlie' dragen." Dat doet hij niet omdat hij geen voorstander is van bevrijdende humor of ironie of omdat hij er tegen gekant is om het menselijke kantje van godsdienst met humor aan de kaak te stellen, maar omdat hij het afwijst om olie te gieten op het vuur van de haat tussen culturen en mensen: "Het is goed dat wij onze cultuur tegen geweld en haat beschermen. Maar wij moeten dat evenzeer doen tegen het tegengestelde daarvan, waarbij decadentie en cynisme als symbool van onze cultuur en vrijheid worden gevierd." Halik erkent dat humor een legitiem wapen is om een onmenselijke vorm van godsdienst aan te klagen. Maar dat mag geen excuus zijn om aan te schoppen tegen alles wat heilig is. "Ik beschouw het als mijn plicht om tegen dergelijke cynische trend in onze Westerse cultuur te waarschuwen."

KerkNet/Kathpress

## ANNEXE IV

### **Reactie van Vincent Kemme**

"Ondertussen reageert de westerse samenleving op de gebeurtenissen in en rond Parijs door een massale en terechte steunbetuiging aan de omgekomen journalisten en cartoonisten, hun families en de gehele wereld van de vrije media. En wij scharen ons bij die steunbetuiging. Maar niet volledig kritiekloos. Ik respecteer 'Charlie Hebdo' als uiting van het vrije woord en beeld, maar mijzelf vereenzelvigen met 'Charlie', dat gaat mij net te ver. De vraag die de gebeurtenissen in Frankrijk oproepen, net zoals dat tien jaar geleden bij de moord op Theo van Gogh in Amsterdam, luidt: wat vinden wij nog 'leuk' als het om satire gaat. Humor als 'wapen' in de strijd om bepaalde opvattingen in het publieke debat lijkt ons niet alleen 'aardig' maar zelfs welkom en noodzakelijk! Met humor, in gesproken, geschreven, getekende of gefilmde

vorm, kan je gedachten communiceren en standpunten overbrengen, die op een serieuze maar vaak gortdroge manier nooit de aandacht zouden krijgen die ze verdienen. De vraag is alleen in hoeverre dat ten koste van mensen of bevolkingsgroepen mag gaan en in hoeverre we daarbij rekening zouden moeten houden met hun gevoeligheden. Het is duidelijk dat de satire in het algemeen en die van Charlie Hebdo in het bijzonder, vaak tot het uiterste wenst te gaan om mensen, politici, religieuze figuren, Mohammed, Jezus Christus of wie dan ook op een volstrekt respectloze wijze belachelijk te maken, waarbij de waarheid nog wel eens met voeten getreden wordt. Ook in bijvoorbeeld de wereld van de conferenciers en cabaretiers hebben we de afgelopen decennia een enorme toename gezien van grappen waarbij voluit op de persoon of op de gevoeligheden van groepen in de samenleving wordt ingezet, met een vaak weinig of niets ontziende scherpste en bijpassende grove taal. De vraag is of we daar als cultuur zo trots op moeten zijn. Alleen al uit oogpunt van 'beschaving' zou je je kunnen indenken dat in een verdere toekomst met minachting op onze tijd neergekeken zal worden, voor zover dat nu al niet gebeurt vanuit een andere dan de gesecculariseerde westerse wereld, waar menige norm en waarde het tegen de 'vrijheid van meningsuiting' moet afleggen. Hoe dan ook: Charlie Hebdo is — hoe zeer ik ook afwijs en betreur wat hen is aangedaan — een typisch voorbeeld van een blad dat zonder enig respect voor personen en hun gevoelens om het even wat de wereld in meent te mogen slingeren, vanuit een wereldbeeld dat zelf niet veel meer lijkt te houden dan het willen breken van elke vorm van 'macht'. Of de samenleving met een dergelijke journalistieke formule werkelijk gediend is, waag ik te betwijfelen, zonder — ik herhaal et nog maar eens — ook maar de geringste sympathie op te kunnen en willen brengen voor mensen die spotprenten met een regen aan kogels beantwoorden. Ik ben dus niet 'Charlie', omdat ik denk dat journalistiek net als elke andere maatschappelijke activiteit met een minimum aan respect voor mensen en groepen in de samenleving én hun diepste overtuigingen zou moeten beoefenen, ook als je het helemaal niet met die mensen en groepen eens bent."

"Tegelijk verbaas ik mij wat over de naïviteit die uit het gebeurde spreekt. Iedereen weet dat de meer 'orthodoxe' interpretatie van de Islam de doodstraf zet op het afbeelden van Mohammed en al helemaal op de belediging van zijn persoon. Het idee dat de redactie van Charlie Hebdo aan een dergelijke aanslag zou kunnen ontkomen door politiebescherming komt mij als nogal naïef over, zeker indien het provoceren van de moslimgemeenschap met dergelijke afbeeldingen ondanks ernstige dreigingen gewoon doorgaat. Hoe afkeurenswaardig de moordpartij op de redactieleden ook is — ik kan dat niet genoeg benadrukken — een dergelijke gebeurtenis was natuurlijk te verwachten. Moeten we daarom uit angst voor aanslagen onszelf censureren? Nee, zelfcensuur — voor zover we ons die moeten opleggen en ik denk dat dat soms moet — moet op diepere motieven berusten: de wens om met onze humor, onze 'spotprenten' niemand te kwetsen of te beledigen. Er bestaan ook andere manieren om de Islam ter sprake te brengen en ik zie niet waarom dat persé op een voor moslims beledigende manier zou moeten. Maar ook de hoofdredacteur van een dagblad, die verantwoordelijkheid draagt voor meerdere redacteuren en hun gezinnen, draagt een bepaalde verantwoordelijkheid en mag zijn mensen en zichzelf niet nodeloos aan gevaren bloot stellen. We hebben hier te maken met een doorgedreven verabsolutering van de persvrijheid in onze samenleving, waar respect en eerlijkheid het moeten afleggen tegen het zo nodig willen kunnen maken van om het even welk statement. Dat draagt onnodig bij aan spanningen in de samenleving en daar zijn we deze week op een gruwelijke manier mee geconfronteerd. Tegelijk sluit ik me aan bij de woorden van de aartsbisschop van Parijs, Mgr. Vingt-Trois: "Een cartoon, hoe smakeloos ook, kan niet op gelijk niveau geplaatst worden met moord." En "Persvrijheid, wat het ook kost, is een teken van een volwassen samenleving."

[www.rorate.com](http://www.rorate.com) (zaterdag 10 januari 2015)